

Ce matin c'est la douche d'eau froide... et on se ressaisit

Ce matin c'est la douche d'eau froide. En plus c'est un doublet (un sénat trumpien) et peut-être même un triplet (la Chambre des représentant-e-s) ce qui présage à vitesse grand V ou en ralenti un saut qualitatif de recrudescence de misère et de répression. L'analyste maison de l'émission matinale de Radio-Canada à Montréal explique cette déveine par l'inflation qui a frappé les couches les plus pauvres, en particulier les jeunes de toutes les couleurs pour lesquels le vote trumpien a fait un bond, la réaction contre l'immigration pseudo cause de tous les maux sociaux et le rejet du wokisme qui dérange la certitude des valeurs traditionnelles en ces temps de peur des lendemains qui ne chantent pas.

Ça se défend comme analyse mais c'est unilatéral en ce sens que ça ne fait pas la critique de la campagne Démocrate. Cette campagne en a été une « fessier » pour parler en français québécois. Comme le dit un analyste du New York Times :

Plus que jamais au cours des 16 dernières années, les démocrates jouent la carte défensive sur les questions de fond. Ils sont passés à droite sur l'immigration, l'énergie et la criminalité. Ils n'ont pas mis l'accent sur les efforts traditionnels des libéraux pour étendre le filet de sécurité de la société... [...] Sur chaque question, les Démocrates ont réagi en se déplaçant vers la droite. De toute évidence, Mme Harris a dû revenir sur des positions qu'elle avait prises lorsque l'ascension culturelle progressiste était proche de son apogée en 2019 - interdiction de la fracturation hydraulique, système d'assurance-maladie pour tous, etc. Mais le virage démocrate ne consiste pas simplement à revenir sur des positions prises lors d'une primaire démocrate. Dans l'ensemble, les démocrates ont réduit l'importance des politiques qu'ils prêchaient avec confiance à l'ensemble de l'électorat il y a seulement quelques années.

Pourtant,

La période a été marquée par une série de mouvements populaires de la gauche militante, de la campagne Obama '08 à Occupy Wall Street, Black Lives Matter, #MeToo, la campagne de Bernie Sanders et les appels en faveur d'un New Deal vert et d'un Medicare pour tous. L'élection de M. Trump n'a pas mis fin à ce déferlement d'énergie libérale. Au contraire, elle l'a accélérée. Son élection a alarmé et indigné des millions de personnes, qui ont vu en lui un raciste, un sexiste et une menace pour la démocratie. Le meurtre de George Floyd et la pandémie n'ont fait qu'ajouter à l'indignation, conduisant à une nouvelle gauche vigilante et vertueuse qui prêche

l'antiracisme et les restrictions contre le coronavirus. Elle a culminé dans une vague de protestations et d'activisme progressiste « wokiste » sur la race et le genre.

(Nate Cohn, [Why Are Democrats Having Such a Hard Time Beating Trump?](#), *New York Times*, 6/10/24)

Face à l'offensive de la droite extrême, libre de toute retenue, comme partout ailleurs dans le monde, comme le NPD en Colombie britannique ou au fédéral, comme Québec solidaire vis-à-vis son programme, le centre-gauche a plié, s'est adapté à cette opinion publique du « *manufactured consent* ». Pourtant, à contre-courant, pour le temps d'une élection annonçant une victoire de l'extrême-droite, la gauche française aiguillonnée par la gauche sociale s'est ressaisit pour non seulement faire front commun contre l'ennemi proto-fasciste mais surtout pour lui opposer une plateforme électorale de gauche franche à la mode de l'ancienne social-démocratie avant qu'elle ne capitule au social-libéralisme. Et l'extrême-droite s'est vu refoulée au troisième rang avant que les manœuvres politiciennes ne viennent de nouveau gâcher la sauce.

Toujours-est-il que c'est ce matin qu'ont choisi, fort à propos, les Travailleuses et travailleurs pour la justice climatique, justice qui en verra de toutes les couleurs avec Trump, pour solliciter un appui aux activistes arrêtés suite au blocage du pont Jacques-Cartier pour dénoncer « *le pétrole qui tue* » (voir annexe 1). Comme dialectiquement un se divise en deux, se sont ajoutés à me camarades des TJC dont je suis un compagnon de route mes amis d'Alternative socialiste, admirables militant-e-s « de la rue » et agitateurs politiques, et aussi conséquents internationalistes, qui nous invitent à se mobiliser pour un de leurs camarades et syndicaliste du Nigéria menacé de mort à cause de son militantisme (voir annexe 2). Alors on se ressaisit.

Marc Bonhomme, 6 novembre 2024

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

&&&&&&&&&&&&

Annexe 1

Nous invitons tous nos membres qui le peuvent à faire [un don](#) au collectif Antigonie et à Last Generation Canada pour aider au paiement des frais juridiques des activistes arrêtés suite au blocage du pont Jacques-Cartier. À tous nos membres

syndiqués, nous proposons aussi d'**adopter en assemblée générale une résolution de soutien** (voir plus bas) afin qu'ait lieu, dans tous les milieux de travail, un débat sur la nécessaire diversité des tactiques en contexte de multiplication des catastrophes écologiques.

Nous assistons en ce moment à une augmentation de la répression envers les militants et militantes écologistes. La GRC nous avait déjà montré qu'elle était prête à utiliser la force pour permettre l'expansion des industries extractives: pensons à [Fairy Creek](#) ou au développement des pipelines [Trans Mountain](#) et [Coastal GasLink](#). Jusqu'ici, le Québec avait été relativement épargné.

Le ton vient de changer. Les activistes qui ont été arrêtés après le blocage du pont Jacques-Cartier, le 22 octobre dernier, sont traité-es comme des criminel-les dangereux-ses, alors même qu'ils et elles tentent de protéger la population du Québec. Le [journal Pivot](#) a écrit un article sur les conditions de détention de Jacob Pirro et Olivier Huard, qui allaient à l'encontre de leurs droits fondamentaux. On y apprend qu'ils ont été enfermés dans une cellule étroite, où il n'y avait que quatre lits pour 17 co-détenus. En date du 28 octobre, ils n'avaient pas pu changer de vêtements et pouvaient difficilement entrer en contact avec leur avocate.

Michèle Lavoie, dont le rôle se limitait à assurer la communication entre les policiers et les activistes, a passé 4 nuits en prison. Jacob Pirro a été détenu 7 jours. Pour être relâché, les deux ont dû accepter de ne pas parler du blocage (ni avec les médias, ni sur les réseaux sociaux) et de ne pas participer à des rassemblements de plus de trois personnes. On a aussi imposé à Jacob Pirro un couvre-feu, de 23h à 7h. Olivier Huard, qui a refusé ces conditions, est resté en prison jusqu'à son procès du 31 octobre, où le juge a finalement accepté de le libérer avec promesse de comparaître.

Le pont a été bloqué à quelques reprises ces dernières années, notamment en 2020, par la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), et en 2019 par des militant-es d'Extinction Rebellion. À titre de comparaison, rappelons que les activistes de 2019 avaient été détenu-es six heures et avaient par la suite été condamnés à réaliser 240 heures de travaux communautaires.

La [Ligue des droits et libertés](#) a émis un communiqué pour dénoncer la répression à laquelle les activistes font face. Elle rappelle que « les actions directes non-violentes et actes de désobéissance civile deviennent nécessaires pour alerter la

population. Il convient de se demander qui représente la plus grande menace en matière d'environnement et de justice : l'inaction des gouvernements ou les actions des activistes maintenant détenu-es? » [Amnistie internationale Canada](#), de même que la majorité des [organisations écologistes](#), se sont aussi prononcés en soutien.

TJC joint sa voix à celle de toutes ces organisations. Que nos gouvernements concentrent leurs efforts sur la nécessaire transition écologique et sociale plutôt que de criminaliser des individus qui militent pour le bien commun avec les rares moyens dont ils disposent.

Résolution syndicale proposée:

Que le [nom du syndicat] dénonce l'augmentation de la répression envers les militant-es écologistes et se déclare solidaire des activistes du collectif Antigone et de Last Generation Canada.

Qu'il fasse un don de [montant] aux activistes pour aider au paiement de leurs frais juridiques.

Justice climatique! Maintenant!

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

Annexe 2



Empêchons l'assassinat d'activistes par l'État du Nigeria!

Ce jeudi 7 novembre se tiendra une série d'actions de solidarité et de points de presse dans trois villes canadiennes pour faire connaître la situation de 11 activistes et syndicalistes du Nigeria. Ils sont accusés notamment de sédition, un crime passible de la peine de mort. Leur seul «crime» est d'avoir contribué à l'organisation de manifestations de masse, en août dernier, contre l'augmentation vertigineuse du coût de la vie. Leur procès débutera le 8 novembre à Abuja. En septembre, le gouvernement du président Tinubu a arrêté des centaines d'activistes syndicaux et communautaires ayant participé aux manifestations d'août contre la corruption et la dégradation du niveau de vie. Certains ont été torturés en prison.

Le dimanche 1er septembre, notre camarade Daniel Akande, membre du Movement for a Socialist Alternative (DSM, la section de l'Internationale Socialist Alternative au Nigeria), a été arrêté par la police à Abuja, la capitale du Nigeria. Cette arrestation s'inscrit dans le cadre d'une campagne de répression menée par le gouvernement et la police à la suite des dix jours de manifestations de masse au début du mois d'août.

La monnaie nigériane, le naira, a perdu au moins 70% de sa valeur par rapport au dollar américain au cours de l'année dernière. Cela a augmenté considérablement le coût des denrées alimentaires et d'autres produits importés essentiels. Le gouvernement a augmenté le prix de l'essence, passant de 250 nairas le litre en mai 2023 à plus de 1 000 nairas aujourd'hui. L'essence est nécessaire pour alimenter les génératrices, indispensables en raison des coupures de courant régulières dans le pays. Même avant ces hausses de prix, plus de 40% des Nigériens et Nigériennes vivent sous le seuil de pauvreté.

Répression des syndicats

Le leader du Congrès des Travailleurs Nigériens (NLC), Joe Ajero, a été arrêté, l'empêchant ainsi d'assister au Congrès des Syndicats Britanniques. Les bureaux du NLC ont été perquisitionnés et vandalisés par la police nigériane.

Au Nigeria et à l'international, une vague de protestations a éclaté contre la répression gouvernementale et l'intention de l'État de procéder à une exécution judiciaire des 11 militants.

Des centaines de syndicats et d'organisations, dont le Syndicat des employés et employés du cégep du Vieux-Montréal (CSN), le Syndicat britannique des enseignants (NEU), le Syndicat national des enseignants universitaires du Brésil (ANDES), le Conseil du Travail de Vancouver, le Public Services International, Steve North (président d'Unison en Grande-Bretagne), la [Conférence Internationale des Syndicats](#), [Human Rights Watch](#) et Amnesty International, ont écrit des lettres de protestation concernant ce cas.

Alternative socialiste, en solidarité avec les activistes syndicaux et communautaires nigériens, organise un point de presse avec des intervenants, le jeudi 7 novembre, à:

- - Montréal, [1000 avenue Papineau, à midi \(heure de l'Est\)](#)
 - Toronto, Simcoe Park, rue Front, à 14h (heure de l'Est)
 - Vancouver, Place CBC, 700 rue Hamilton, à midi (heure du Pacifique)

Agissez maintenant en solidarité avec le mouvement ouvrier du Nigeria!

- Merci d'envoyer des lettres de protestation à la police et aux autorités.
- Merci de soutenir financièrement les démarches légales des arrêtés.

Envoyez vos courriels

Au bureau du président Tinubu

info@statehouse.gov.ng

info@osgf.gov.ng

À la police d'Abuja

pressforabuja@police.gov.ng

Envoyez vos dons par PayPal au:

ekonomi@socialisterna.org